



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

FINANCES 1.1

N° : 2024-10-42

Nombre de membres composant
le Conseil Municipal : 33
Membres en exercice : 32

L'AN DEUX MILLE VINGT QUATRE, LE DIX-HUIT OCTOBRE

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU
LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation :

12 octobre 2024

Date d'affichage :

12 octobre 2024

VOTE :

Pour : 18

JM. GENESTIER
C. RATEAU
M. CHARNI
MT. CORDONNIER
D. GERVAIS
S. BEAUFREMEZ
A. SONRIER
M. BARRIERE
M. LAMBLIN
G. MINELLI
N. REDON
S. EGOUNLETI
T. VAUTRIN
S. CAUDRON (Pvr S. BEAUFREMEZ)
J. PAIGNON
O. BELLATON
M. ROUBY
B. CACACE

Abstention : 14

N. RIBEMONT
A. ACOCA
P. BIZOUERNE
N. CUADRADO
P. DJOSSOUVI
S. LADISA (Pvr C. RAOULT)
M. NUGUES
D. PEREIRA (Pvr L. TCHARLAIAN)
C. RAOULT
N. RONDEPIERRE
N. SULPIS
L. TCHARLAIAN
D. BELOT
PM. SALLE

Contre : 0

Présents : Jean-Michel GENESTIER, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Michel BARRIERE, Noëlle SULPIS, Marc LAMBLIN, Arlette ACOCA, Gilbert MINELLI, Michel NUGUES, Patricia BIZOUERNE, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Thomas VAUTRIN, Nathalie RIBEMONT, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Corinne RAOULT, Michel ROUBY, Patricia DJOSSOUVI, Jocelyne PAIGNON, Olivier BELLATON, Bernard CACACE, Didier BELOT, Lydia TCHARLAIAN, Pierre-Marie SALLE

Absents et représentés : David PEREIRA (pouvoir à Lydia TCHARLAIAN), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ)

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN

Objet :

**DECISION MODIFICATIVE DU BUDGET APRES
VOTE DU BUDGET PRIMITIF ET DU BUDGET
SUPPLEMENTAIRE**

RAPPORTEUR : Monsieur le Maire

NOTE DE SYNTHÈSE :

Dans le respect des articles L.1612-1, L.1612-9 et L.1612-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, des modifications peuvent être apportées au cours de l'exercice budgétaire, tout en préservant l'équilibre des dépenses et des recettes des sections de fonctionnement et d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20241028-2024-10-42-DE
Date de réception préfecture : 29/10/2024

Ces mouvements de crédits viennent modifier les autorisations budgétaires initiales et sont, par conséquent, soumis au vote du Conseil Municipal.

Concernant la section de fonctionnement :

A titre liminaire, il est proposé d'augmenter les dépenses du chapitre 012 de (785 000 euros) et de réduire le virement à la section d'investissement du même montant. Les recettes de la section de fonctionnement ne sont pas modifiées.

L'augmentation du chapitre 012, s'explique pour différentes raisons, notamment :

- Prise en charge des salaires des agents CCAS sur le budget principal alors qu'initialement le CCAS devait supporter les salaires des agents ; (320 000 euros)
- Rattrapage de cotisation auprès de la CNCRAL de l'exercice 2023 et paiement nécessaire en 2024. (88 000 euros)
- Prise en charge année complète des tickets restaurants (135 000 euros contre 80 000 prévu l'an passé)
- Election pour 107 000 euros
- Heures supplémentaires pour 40 000 euros
- Capital décès 28 300 euros
- Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat 12 000 euros

Le tableau suivant résume les enjeux :

Il est rappelé au conseil municipal que les crédits sont votés au niveau du chapitre et que des modifications de crédits peuvent intervenir au niveau des articles par décision du maire.

			EP Avril 2024	BS Juin 2024	RAR 2023	DM Octobre 2024	TOTAL
Dépenses fonctionnement	Chapitre 011	Charges à caractère général	11 770 346,31 €				11 770 346,31 €
	Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	7 060 429,55 €			785 000,00 €	7 845 429,55 €
	chapitre 014	Atténuations de produits	3 902 319,00 €	240 000,00 €			4 142 319,00 €
	chapitre 65	Autres charges de gestion courante	1 355 742,00 €				1 355 742,00 €
	chapitre 66	Charges financières	31 896,00 €			- €	31 896,00 €
	chapitre 67	Charges exceptionnelles	149 662,50 €				149 662,50 €
	chapitre 68	Dot. aux provisions	400 000,00 €				400 000,00 €
	chapitre 022	Dépenses imprévues	- €				- €
	chapitre 023	Virement à la section d'investissement	103 466,51 €	1 908 304,19 €		- 785 000,00 €	1 226 770,70 €
	chapitre 042	Dotations amortissements	800 000,00 €				800 000,00 €
TOTAL			25 573 861,87 €	2 148 304,19 €	- €	- €	27 722 166,06 €

Les crédits du chapitre 012 seront ajustés aux articles suivants :

Article	Intitulé article	EP	BS	TOTAL
64111	Rémunération principale	2 720 456,00 €	348 000,00 €	3 068 456,00 €
6478	Autres charges diverses	- €	100 000,00 €	100 000,00 €
6458	Cotisation autres organismes sociaux	- €	188 000,00 €	188 000,00 €
6488	Autres charges diverses	- €	149 000,00 €	149 000,00 €
TOTAL			785 000,00 €	3 505 456,00 €

Concernant la section d'investissement, la collectivité a affiné sa stratégie d'emprunt. Comme annoncé lors du ROB, la Ville du Raincy va contracter auprès de la Banque Postale et de la Banque des Territoires deux prêts de 4.5 millions d'euros pour une durée de 25 ans. En outre, la collectivité va signer un emprunt relais de 3.3 millions d'euros auprès de la Banque Postale pour attendre le versement du FCTVA et des

subventions, notamment de la Métropole du Grand Paris. Afin d'équilibrer le budget tant en dépenses, qu'en recettes, les recettes supplémentaires de la section d'investissement sont affectées au pôle culturel.

Les impacts pour la section d'investissement pour la partie recettes sont les suivants :

			BP Avril 2024	BS 2024	DM 2024	TOTAL
Recettes investissement	chapitre 13	Subventions d'investissement	1 180 000,00 €			1 180 000,00 €
		Emprunts et dettes assimilées compte 1641				
	chapitre 16	emprunt en euros	8 384 913,40 €		3 915 086,60 €	12 300 000,00 €
	chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	1 300 000,00 €			1 300 000,00 €
	chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	3 000 000,00 €			3 000 000,00 €
	chapitre 021	Virement de la section de fonctionnement	103 466,51 €	1 908 304,19 €	785 000,00 €	1 226 770,70 €
	TOTAL		14 778 379,91 €	2 320 318,43 €	3 130 086,60 €	20 228 784,94 €

Concernant les dépenses d'investissements, les impacts sont les suivants :

			BP Avril 2024	RAR 2023	BS Juin 2024	DM octobre 2024	TOTAL
Dépenses investissement	chapitre 20	Immobilisations incorporelles	350 000,00 €	164 712,60 €			514 712,60 €
	chapitre 21	Immobilisations corporelles	3 695 000,00 €	165 229,60 €			3 860 229,60 €
	chapitre 23	Immobilisations en cours	10 400 000,00 €	40 762,60 €	1 949 613,63 €	3 130 086,60 €	15 520 462,83 €
	chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	323 379,91 €	- €	0		323 379,91 €
	chapitre 041	Dotations amortissements	10 000,00 €				10 000,00 €
	TOTAL		14 778 379,91 €	370 704,80 €	1 949 613,63 €	3 130 086,60 €	20 228 784,94 €

Il convient de préciser dans le détail le chapitre 2313, sans prendre en compte les restes à réaliser :

Article	Intitulé article	BP sans RAR	DM	BS	TOTAL
2313	Construction	10 400 000,00 €	1 949 613,63 €	3 130 086,60 €	13 530 086,60 €

Les grands équilibres du budget sont les suivants en section de fonctionnement :

Section fonctionnement	Avant la décision modificative	Après la décision modificative
Depenses	27 722 166,06 €	27 722 166,06 €
Recettes	27 722 166,06 €	27 722 166,06 €

Section investissement	Avant la décision modificative	Après la décision modificative
Depenses (avec RAR)	17 098 698,34 €	20 228 784,94 €
Recettes	17 098 698,34 €	20 228 784,94 €

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 1612-1, L.1612-9 et L. 1612-10,

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable au 1er janvier 2023,

VU la Délibération N°2024-03-10 du Conseil municipal du 23 mars 2024 relative à l'approbation du Budget Primitif 2024,

VU la Délibération N°2024-06-30 du Conseil municipal du 18 juin 2024 portant sur le vote du Budget Supplémentaire,

CONSIDERANT que ce projet de délibération a été présenté lors de la commission « Vie Municipale » du 9 octobre 2024,

LE CONSEIL MUNICIPAL APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE DE :

ARTICLE 1 : APPROUVER les mouvements de crédit équilibrés en dépenses et en recettes au Budget 2024 de la façon suivante :

Sur la section de fonctionnement en dépenses :

			BP Avril 2024	BS Juin 2024	RAR 2023	DM Octobre 2024	TOTAL
Dépenses fonctionnement	Chapitre 012		7 060 429,55 €			785 000,00 €	7 845 429,55 €
		64111 Rémunération principale	2 720 456,00 €			348 000,00 €	3 068 456,00 €
		6478 Autres charges diverses	- €			100 000,00 €	100 000,00 €
		6458 Cotisation autres organismes sociaux	- €			188 000,00 €	188 000,00 €
		6488 Autres charges diverses	- €			149 000,00 €	149 000,00 €
	chapitre 023		103 466,51 €	1 908 304,19 €		- 785 000,00 €	1 226 770,70 €

Sur la section d'investissement en recettes :

			BP Avril 2024	BS 2024	DM 2024	TOTAL
Recettes investissement	chapitre 13	Subventions d'investissement	1 180 000,00 €			1 180 000,00 €
		Emprunts et dettes assimilées compte 1641				
	chapitre 16	emprunt en euros	8 384 913,40 €		3 915 086,60 €	12 300 000,00 €
	chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	1 300 000,00 €			1 300 000,00 €
	chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	3 000 000,00 €			3 000 000,00 €
	chapitre 021	Virement de la section de fonctionnement	103 466,51 €	1 908 304,19 €	- 785 000,00 €	1 226 770,70 €
	TOTAL		14 778 379,91 €	2 320 318,43 €	3 130 086,60 €	20 228 784,94 €

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20241028-2024-10-42-DE
Date de réception préfecture : 28/10/2024

Sur la section d'investissement en dépenses :

			EP Avril 2024	RAR 2023	ES Juin 2024	DM octobre 2024	TOTAL
Dépenses	chapitre 23	Immobilisations en cours	10 400 000,00 €	40 762,60 €	1 949 613,63 €	3 130 086,60 €	15 520 462,83 €
investissement		2313 Construction	10 400 000,00 €	non détaillé	1 949 613,63 €	3 130 086,60 €	15 479 700,23 €

ARTICLE 2 : AUTORISER le Maire à signer les actes budgétaires s'y afférant.

ARTICLE 3 : DIRE que ces dépenses et ces recettes seront inscrites au Budget 2024.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an
susdits (au registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Michel GENESTIER,
Le Maire



La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20241028-2024-10-42-DE
Date de réception préfecture : 28/10/2024